



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

Arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2021-0346
du 17 SEP. 2021

portant mise en demeure de la société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.)
située sur le territoire de la commune de Monéteau

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 autorisant la société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.) à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur le territoire de la commune de Monéteau ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 portant modification de l'autorisation de la société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.) à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur le territoire de la commune de Monéteau ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} juillet 2021 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 6 juillet 2021, en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU les observations sur le projet d'arrêté précité transmises par l'exploitant le 21 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté du 19 août 2019 susvisé prévoit qu'en « cas d'incendie, les eaux d'extinction liés à l'atelier de production seront retenues dans un premier temps dans la fosse à déchets découpe (200 m³), puis au sein même de l'atelier via la fermeture de batardeaux automatiques, placés devant l'ensemble des portes et issues, asservis par la centrale de détection incendie du site.

Les eaux d'extinction liées à la zone d'expédition sont retenues au niveau des quais.

Après analyses, les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 31 mai 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 19 août 2019 susvisé :

- l'exploitant n'a pas mis en place les batardeaux automatiques prescrits par l'arrêté préfectoral du 19 août 2019. En cas d'incendie, le bâtiment de l'atelier de production ne serait pas en mesure de contenir les eaux d'extinctions susceptibles d'être polluées ;
- la rétention actuelle du site se ferait au niveau des quais, cependant l'exploitant a indiqué à l'inspecteur des installations classées qu'il n'existe pas de vanne d'isolement des réseaux, ainsi les eaux d'extinctions seraient évacuées par gravité vers le réseau des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.) de respecter les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 susvisé ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.), exploitant une installation de fabrication d'emballages pliants en carton, sise ZI Plaine des Isles sur la commune de Monéteau, est mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2019 :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en mettant en place une vanne d'isolement, afin de confiner au niveau des quais les eaux d'extinction du réseau des eaux pluviales ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en mettant en place dans l'atelier de production, les batardeaux automatiques à l'ensemble des portes et issues, asservis à la centrale de détection incendie du site.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société MAYR MELNHOFF PACKAGING (M.M.P.) et dont une copie sera également adressée à :

- Madame le Maire de la commune de Monéteau,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Madame la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Préfecture de l'Yonne
Service du Courrier

17 SEP. 2021

ARRIVÉE

Fait à Auxerre, le

17 SEP. 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale


Dominique YANI

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).